

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

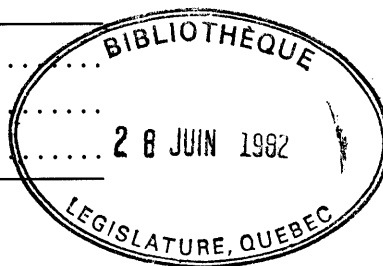
Projet de loi n° 86

**Loi modifiant la Charte
des droits et libertés de la personne**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la Justice

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1982

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de modifier sous divers aspects la Charte des droits et libertés de la personne afin de l'adapter davantage aux besoins de la société québécoise et d'accroître la protection qu'elle confère à ses membres.

Les modifications qu'il propose peuvent se regrouper sous cinq thèmes, à savoir: la prépondérance de la Charte, les droits nouveaux, les avantages sociaux, les programmes d'accès à l'égalité et les pouvoirs de la Commission des droits de la personne.

À l'égard du premier de ces thèmes, le projet de loi vise à étendre la prépondérance de la Charte aux libertés et droits fondamentaux contenus dans les articles 1 à 8; cette prépondérance vaudra à l'égard de toutes les dispositions des lois du Québec qu'elles soient antérieures ou postérieures à la Charte, à moins qu'elles n'énoncent expressément s'appliquer malgré celle-ci.

Parmi les droits nouveaux introduits par le présent projet de loi, on compte notamment:

— l'inclusion de l'âge et de la grossesse parmi les motifs illicites de discrimination;

— l'interdiction du harcèlement en raison d'un motif illicite de discrimination;

— l'interdiction de requérir d'une personne qui postule un emploi des renseignements reliés à ces motifs de discrimination;

— l'inclusion ou l'extension de certains droits judiciaires tel le droit de ne pas être jugé de nouveau pour une infraction dont on a déjà été acquitté ou déclaré coupable, ou encore le droit pour l'accusé d'être informé promptement de l'infraction particulière qu'on lui reproche et d'être jugé dans un délai raisonnable.

Le projet de loi vise également à interdire la discrimination dans les avantages sociaux, c'est-à-dire dans les régimes d'avantages sociaux, de retraite, de rente ou d'assurance, les régimes universels et les contrats d'assurance. Ne seront permises que les distinctions, exclusions ou préférences fondées sur des facteurs de

détermination de risque ou des données actuarielles que le gouvernement établira par règlement. Dans l'élaboration de ce règlement, le gouvernement consultera la Commission des droits de la personne. Ce projet de règlement comme d'ailleurs tout autre projet de règlement découlant de la Charte sera publié et déposé devant la Commission parlementaire élue de la justice avant d'être adopté.

Le projet de loi modifie de plus la Charte pour permettre l'instauration de programmes d'accès à l'égalité. Ces programmes auront pour objet de corriger la situation des personnes faisant partie de groupes victimes de discrimination dans l'emploi ainsi que dans les secteurs de l'éducation ou de la santé et dans tout autre service ordinairement offert au public. Ces programmes pourront être implantés sur une base volontaire après approbation de la Commission des droits de la personne; ils pourront aussi être recommandés par la Commission après enquête ou encore imposés par un tribunal sur présentation d'une preuve de discrimination envers un groupe, lorsque la recommandation de la Commission n'aura pas été suivie.

Par ailleurs, le gouvernement s'oblige à implanter des programmes d'accès dans ses ministères et se donne le pouvoir d'en imposer à ses organismes.

Le projet de loi vise enfin à élargir certains pouvoirs de la Commission des droits de la personne. Outre les pouvoirs relatifs aux programmes d'accès à l'égalité, la Commission pourra s'adresser au tribunal en vue d'obtenir une injonction contre la personne qui tente d'exercer ou exerce des représailles contre une personne ou un organisme qui a fait une demande d'enquête ou pris part à une enquête de la Commission, ou contre une personne pour qui une enquête a été demandée. La Commission pourra également intenter les poursuites pour une infraction à certaines dispositions de la Charte.

Enfin, le projet de loi prévoit qu'une demande d'enquête à la Commission des droits de la personne suspendra la prescription de tout recours civil visant le même objet.

Projet de loi n° 86

Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q. chapitre C-12) est modifiée par le remplacement du titre du chapitre I de la partie I et de l'article 1 par ce qui suit:

«CHAPITRE I

«LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX

«1. Tout être humain a droit à la vie, ainsi qu'à la sûreté, à l'intégrité et à la liberté de sa personne.

Il possède également la personnalité juridique.».

2. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 9, de ce qui suit:

«9.1 Les libertés et droits fondamentaux s'exercent dans le respect des valeurs démocratiquement reconnues par les citoyens du Québec, ainsi que dans le respect du bien-être général et de l'ordre public.

La loi peut, à cet égard, en fixer la portée et en aménager l'exercice.

«CHAPITRE I.1

«DROIT À L'ÉGALITÉ DANS LA RECONNAISSANCE
ET L'EXERCICE DES DROITS ET LIBERTÉS».

3. L'article 10 de cette charte est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**10.** Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le fait d'être handicapée ou le fait d'utiliser quelque moyen pour pallier un handicap.».

4. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 10, du suivant:

«**10.1** Nul ne doit harceler une personne en raison de l'un des motifs visés dans l'article 10.».

5. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 18, du suivant:

«**18.1** Nul ne peut, dans un formulaire de demande d'emploi ou lors d'une entrevue relative à un emploi, requérir d'une personne des renseignements sur les motifs visés dans l'article 10 sauf si ces renseignements sont utiles à l'application de l'article 20.».

6. L'article 20 de cette charte est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots «exigées de bonne foi pour» par les mots «requisites par»; et

2° par l'addition de l'alinéa suivant:

«De même, dans les contrats d'assurance, les régimes d'avantages sociaux, de retraite, de rente ou d'assurance ou dans les régimes universels de rente ou d'assurance, est réputée non discriminatoire une distinction, exclusion ou préférence fondée sur des facteurs de détermination de risque ou des données actuarielles fixés par règlement.».

7. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 24, du suivant:

«**24.1** Nul ne peut faire l'objet de saisies, perquisitions ou fouilles abusives.».

8. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 28, du suivant:

«**28.1** Tout accusé a le droit d'être promptement informé de l'infraction particulière qu'on lui reproche.».

9. L'article 29 de cette charte est modifié par l'addition, à la fin, de ce qui suit: «Elle doit être promptement informée de ces droits.».

10. L'article 30 de cette charte est remplacé par le suivant:

«**30.** Toute personne arrêtée ou détenue doit être promptement conduite devant le tribunal compétent ou relâchée.».

11. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 32, du suivant:

«**32.1** Tout accusé a le droit d'être jugé dans un délai raisonnable.».

12. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 33, du suivant:

«**33.1** Nul accusé ne peut être contraint de témoigner contre lui-même lors de son procès.».

13. L'article 36 de cette charte est remplacé par le suivant:

«**36.** Tout accusé a le droit d'être assisté gratuitement d'un interprète s'il ne comprend pas la langue employée à l'audience ou s'il est atteint de surdité.».

14. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 37, des suivants:

«**37.1** Une personne ne peut être jugée de nouveau pour une infraction dont elle a été acquittée ou dont elle a été déclarée coupable en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée.

«**37.2** Un accusé a droit à la peine la moins sévère lorsque la peine prévue pour l'infraction a été modifiée entre la perpétration de l'infraction et le prononcé de la sentence.».

15. L'article 38 de cette charte est remplacé par le suivant:

«**38.** Aucun témoignage devant un tribunal ne peut servir à incriminer son auteur, sauf le cas de poursuites pour parjure ou pour témoignages contradictoires.».

16. L'article 52 de cette charte est remplacé par le suivant:

«**52.** Aucune disposition d'une loi, même postérieure à la Charte, ne peut déroger aux articles 1 à 38, sauf dans la mesure prévue par ces articles, à moins que cette loi n'énonce expressément que cette disposition s'applique malgré la Charte.».

17. L'article 67 de cette charte est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) procéder à l'analyse des lois du Québec qui pourraient être contraires à la Charte et faire au gouvernement les recommandations appropriées;».

18. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 70, du suivant:

«**70.1** Une demande d'enquête, à compter du moment où elle est adressée à la Commission, suspend la prescription de tout recours civil visant le même objet pour une durée d'une année ou jusqu'à ce que la Commission ait avisé le requérant dans les cas prévus par l'article 79 ou lui ait transmis le résultat de son enquête conformément à l'article 82, selon le moindre de ces délais.».

19. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 86, des parties suivantes:

«PARTIE III

«LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ

«**86.1** Un programme d'accès à l'égalité a pour objet de corriger la situation de personnes faisant partie de groupes victimes de discrimination dans l'emploi, ainsi que dans les secteurs de l'éducation ou de la santé et dans tout autre service ordinairement offert au public.

Un tel programme est réputé non discriminatoire s'il est établi conformément à la Charte.

«**86.2** Tout programme d'accès à l'égalité doit être approuvé par la Commission à moins qu'il ne soit imposé par le tribunal.

La Commission, lorsqu'elle en est requise, doit prêter son assistance à l'élaboration d'un tel programme.

«**86.3** La Commission peut, après enquête, si elle constate une situation de discrimination prévue par l'article 86.1, recommander l'implantation, dans un délai qu'elle fixe, d'un programme d'accès à l'égalité qu'elle a élaboré conformément à la Charte.

La Commission peut, lorsque sa recommandation n'a pas été suivie dans le délai fixé, s'adresser au tribunal et, sur preuve d'une situation visée dans l'article 86.1, obtenir l'imposition de ce programme. Le tribunal peut, en conformité avec la Charte, apporter au programme, les modifications qu'il juge adéquates.

«86.4 La Commission surveille l'application des programmes d'accès à l'égalité. Elle peut effectuer des enquêtes et exiger des rapports.

«86.5 Lorsque la Commission constate qu'un programme d'accès à l'égalité n'est pas implanté ou n'est pas observé, elle peut, s'il s'agit d'un programme qu'elle a approuvé, retirer son approbation ou, s'il s'agit d'un programme dont elle a recommandé l'implantation, s'adresser au tribunal conformément au deuxième alinéa de l'article 86.3.

«86.6 Un programme visé dans l'article 86.3 peut être modifié, reporté ou annulé si des faits nouveaux le justifient.

Lorsque la Commission et la personne requise d'implanter le programme s'entendent, l'accord modifiant, reportant ou annulant le programme d'accès à l'égalité est constaté par écrit.

En cas de désaccord, l'une ou l'autre peut s'adresser au tribunal afin qu'il décide si les faits nouveaux justifient la modification, le report ou l'annulation du programme et qu'il détermine le délai après lequel le programme initial ou modifié devra être appliqué.

Toute modification doit être établie en conformité avec la Charte.

«86.7 La Commission peut s'adresser au tribunal pour obtenir une injonction contre la personne à qui le tribunal a ordonné l'implantation d'un programme et qui refuse ou omet de l'implanter, de l'appliquer, ou de le modifier alors qu'elle y est tenue.

«86.8 Le gouvernement doit, dans le délai qu'il fixe, implanter des programmes d'accès à l'égalité dans ses ministères.

Il peut également exiger de ses organismes l'élaboration et l'implantation de tels programmes.

Les articles 86.2 à 86.7 ne s'appliquent pas aux programmes visés dans le présent article.

«PARTIE IV

«RÈGLEMENTATION

«**86.9** Le gouvernement peut, par règlement:

a) déterminer les données actuarielles et les facteurs de détermination de risque qui ne constituent pas de la discrimination dans les contrats d'assurance, les régimes d'avantages sociaux, de retraite, de rente ou d'assurance ou dans les régimes universels de rente ou d'assurance;

b) fixer les critères, normes, barèmes, conditions ou modalités concernant l'élaboration, l'implantation ou l'application de programmes d'accès à l'égalité, en établir les limites et déterminer toute mesure nécessaire ou utile à ces fins.

«**86.10** Le gouvernement, après consultation de la Commission, publie le projet de règlement à la *Gazette officielle du Québec* avec un avis indiquant le délai après lequel ce projet sera déposé devant la Commission parlementaire élue de la justice et indiquant qu'il pourra être adopté après l'expiration des trente jours suivant le dépôt du rapport de cette commission devant l'Assemblée nationale du Québec.

Le gouvernement peut modifier le projet de règlement avant de l'adopter sans avoir à donner un nouvel avis.

«**86.11** Un règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qui y est indiquée.»

20. La partie III de cette charte est renumérotée V.

21. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 87, du suivant:

«**87.1** La Commission peut, avec le consentement écrit de la victime ou de l'organisme qui a fait une demande d'enquête au nom d'autrui en vertu du deuxième alinéa de l'article 70, s'adresser au tribunal en vue d'obtenir une injonction contre la personne qui contrevient aux paragraphes *d* ou *e* de l'article 87.

Le juge peut alors ordonner toute mesure appropriée y compris, dans le domaine de l'emploi, la réintégration de la personne lésée dans le poste qu'elle aurait occupé s'il n'y avait pas eu contravention.»

22. L'article 89 de cette charte est remplacé par le suivant:

«**89.** Une poursuite en vertu de la présente loi est intentée par la Commission, par le Procureur général ou par la personne qu'il autorise à cette fin.».

23. L'article 90 de cette charte est abrogé.

24. Un contrat d'assurance, un régime d'avantages sociaux, de retraite, de rente ou d'assurance ou un régime universel de rente ou d'assurance qui, lors de l'entrée en vigueur d'un règlement adopté en vertu du paragraphe *a* de l'article 86.9 de la Charte des droits et libertés de la personne, n'est pas conforme à cette charte et, le cas échéant, à ce règlement doit être modifié pour le devenir dès son renouvellement ou dans les deux ans de l'entrée en vigueur de ce règlement suivant l'événement le plus rapproché.

Toutefois, s'il s'agit d'un régime ou d'un contrat qui a été négocié dans le cadre d'une convention collective de travail, le délai se prolonge jusqu'au renouvellement de cette convention.

25. Le gouvernement doit préparer les modifications législatives et réglementaires requises pour la mise en application du principe de non-discrimination dans les contrats d'assurance, les régimes d'avantages sociaux, de retraite, de rente ou d'assurance et les régimes universels de rente et d'assurance et, s'il y a lieu, les exemptions nécessaires, dans un délai de deux ans de l'entrée en vigueur d'un règlement visé dans le paragraphe *a* de l'article 86.9 de la Charte des droits et libertés de la personne.

26. Un programme d'accès à l'égalité existant lors de l'entrée en vigueur de la présente loi qui doit être présenté pour approbation à la Commission des droits de la personne est présumé non discriminatoire jusqu'à ce que la Commission se soit prononcée sur la demande d'approbation.

[[**27.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi au cours de l'année financière 1982-1983 et 1983-1984 sont prises sur le fonds consolidé du revenu.]]

28. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (*insérer ici la référence au chapitre de la Loi sur le Canada dans le recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982*).

29. Le deuxième alinéa de l'article 20 de la Charte des droits et libertés de la personne, édicté par l'article 6 de la présente loi, et l'article 23 de la présente loi entreront en vigueur le jour de l'entrée en vigueur d'un règlement visé dans le paragraphe *a* de l'article 86.9 de la Charte des droits et libertés de la personne.

30. L'article 16 de la présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement et l'article 52 de la Charte des droits et libertés de la personne, édicté par cet article 16, prendra effet à cette date en ce qui concerne la préséance des articles 1 à 8 de cette charte sur les lois postérieures à cette date.

En ce qui concerne la préséance des articles 1 à 8 sur les lois antérieures à la date fixée par la proclamation visée dans le premier alinéa et la préséance des articles 9 à 38 sur les lois antérieures au 27 juin 1975, l'article 52 aura effet à compter de la date fixée par une autre proclamation du gouvernement ou au plus tard le 1er janvier 1986.

Toutefois, en ce qui concerne la préséance des articles 9 à 38 sur les lois postérieures au 27 juin 1975, l'article 52 a effet depuis cette dernière date.

31. Sous réserve des articles 29 et 30, la présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreranno en vigueur à toutes dates ultérieures fixées par proclamation du gouvernement.